

Égalité entre les femmes et les hommes : ouvrir la voie

Conférence de lancement de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2018-2023

BIOGRAPHIES DES INTERVENANT-E-S

**Copenhague
3-4 May 2018**

www.coe.int/equality



CHAIRMANSHIP OF DENMARK
Council of Europe
November 2017 – May 2018
PRÉSIDENCE DU DANEMARK
Conseil de l'Europe
Novembre 2017 – Mai 2018

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Session d'ouverture



Modérateur: Abdel Aziz Mahmoud est né le 11 juin 1983 à Abu Dhabi. Il est journaliste, animateur de télévision, auteur et modérateur. Il a travaillé pour le Danish Broadcasting Corp, TV2 et Nordisk Film. Il est un leader bien connu du débat, en particulier sur les questions d'intégration. En 2016, il a publié le livre "Hvor taler du flot dansk" (« Vous parlez un magnifique danois ») sur sa famille dano-palestinienne et ses propres expériences de vie au Danemark. Il parle couramment le danois, l'anglais et l'arabe.



Eva Kjer Hansen est Ministre de l'Égalité des chances du Danemark.



Gabriella Battaini-Dragoni est Secrétaire Générale Adjointe depuis 2012 et a été réélue en juin 2015 pour un second mandat. Elle supervise la mise en œuvre de l'agenda de la réforme du Secrétaire Général, conformément aux décisions et priorités du Comité des Ministres. Ses priorités incluent l'élaboration du Programme et Budget pour garantir aux Etats membres l'optimisation des ressources tout en veillant à ce que les activités de l'Organisation aient un maximum d'impact pour faire avancer la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit. Elle supervise également la politique du personnel du Conseil de l'Europe. Avant de prendre ses fonctions actuelles, Mme Battaini-Dragoni a occupé un certain nombre de postes au sein de l'Organisation. En 2001, elle a été la toute première femme nommée Directrice Générale dans l'histoire du Conseil de l'Europe, en charge de la Cohésion Sociale. De 2004 à 2011, elle a été Directrice Générale de l'Éducation, de la Culture et du

Patrimoine, amenant les travaux du Conseil sur un nouveau terrain en introduisant des programmes sur la citoyenneté démocratique, l'enseignement interculturel et des droits de l'homme dans les écoles, des projets de jeunesse et autres espaces culturels. En 2011, Mme Battaini-Dragoni a établi la Direction Générale des Programmes (ODGP) permettant ainsi une plus grande décentralisation des activités sur le terrain. Sous sa responsabilité, un nouveau système a été créé afin de mobiliser des ressources extrabudgétaires dans une perspective de durabilité à long terme. Mme Battaini-Dragoni a publié largement sur un grand nombre de questions relatives à la mission du Conseil de l'Europe, y compris sur les droits sociaux et sur le rôle du dialogue interculturel dans les démocraties modernes. Elle est diplômée de l'Université de Venise en langues étrangères et littérature et de l'Institut Européen des Hautes Études Internationales de l'Université de Nice. Elle est née à Brescia en Italie, est mariée et a trois enfants.

Mettre fin à l'impunité de la violence à l'égard des femmes et assurer l'égalité entre les femmes et les hommes : la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe



Feride Acar est professeur de sociologie politique et d'études sur le genre et les femmes. Elle œuvre depuis plusieurs années pour la promotion et la protection des droits fondamentaux des femmes au niveau international comme universitaire, chercheur et expert indépendant. Elle est actuellement (2011 – 2015) membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), où elle a déjà fait plusieurs mandats en tant que membre, rapporteur, vice-présidente et présidente (2003 – 2005). C'est l'un des experts indépendants du Groupe de travail du Conseil de l'Europe qui a

recommandé l'élaboration d'une Convention européenne sur la violence à l'égard des femmes (Convention d'Istanbul). Elle a été élue (en 2015) membre du GREVIO, l'organe de suivi de la Convention. Elle est l'auteur de travaux sur les droits des femmes ; les femmes dans l'éducation et à l'université ; les femmes et la politique des islamistes ; et les mouvements sociaux et politiques et la vie politique turque. Elle a passé sa licence à l'Université technique du Moyen Orient (ODTÜ) d'Ankara et son master et son doctorat au Bryn Mawr College (Pennsylvanie, États-Unis).

L'engagement politique : un impératif pour l'égalité entre les femmes et les hommes



Eva Kjer Hansen est Ministre de l'Égalité des chances du Danemark.



Dr Helena Dalli a été nommée Ministre des Affaires européennes et de l'Égalité de Malte à la suite des élections législatives du 3 juin 2017. Éluë pour la première fois au Parlement en 1996, elle a exercé la fonction de Secrétaire parlementaire au Cabinet du Premier Ministre entre 1996 et 1998. Sa réélection au titre de députée en 1998, 2003, 2008, 2013 et 2017 lui confère l'une des plus longues expériences parlementaires chez les femmes politiques maltaises. En outre, elle est la seule femme à avoir été élue dans deux districts pour le compte du parti travailliste. Pendant la législature 2013-2017, elle a été Ministre du Dialogue social, de la Consommation et des Libertés civiles. Sous sa direction, le Gouvernement a adopté plusieurs lois et politiques destinées à renforcer le cadre de l'égalité et des droits de l'homme, plaçant ainsi Malte au premier rang des pays européens dans ce domaine. Helena Dalli est titulaire d'un

doctorat en sociologie politique et donne des cours de sociologie économique et politique, de politique publique et de sociologie du droit à l'université de Malte. En 2016, elle a été la première citoyenne maltaise nommée et lauréate du prix européen de la diversité pour son action en faveur des droits de l'homme et de l'égalité au niveau local et international.



Bassima Hakkaoui, nommée par sa Majesté le Roi Mohammed VI, en avril 2017, Ministre de la famille, de la solidarité, de l'égalité et du développement social, elle a été également nommée, le 3 janvier 2012, Ministre de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social. Titulaire d'un DES en psychologie sociale en 1996 et d'un diplôme d'études approfondies dans la même spécialité en 1990, Mme Hakkaoui, enseigne les sciences de l'éducation. Éluë députée aux législatives de septembre 2002, elle est devenue vice-

présidente du groupe parlementaire du PJD. Elle a été réélue aux législatives de 2007, puis de 2011. Elle a présidé la commission des secteurs sociaux de 2006 et 2009 et est membre du bureau de la 1^{ère} Chambre entre 2009 et 2010. Mme Hakkaoui est membre de la commission parlementaire mixte Maroc-UE et de plusieurs organisations arabes et islamiques. Elle est l'auteur d'une série de recherches sur la femme, l'approche Genre et l'éducation, aux côtés de ses contributions à des œuvres collectives traitant des mêmes thématiques. Elle a aussi participé en tant que chercheuse à plusieurs colloques internationaux.



Jari Partanen a été nommé Secrétaire d'État du groupe des Ministres du parti centriste de Finlande – les Ministres Anu Vehviläinen, Kimmo Tiilikainen, Anne Berner, Mika Lintilä, Jari Leppä et Annika Saarikko – en juin 2015. Entre 2007 et 2015, il a été Secrétaire d'État pour le groupe parlementaire du parti centriste. Avant cela, il a été brièvement conseiller spécial du Ministre de l'Environnement, puis conseiller spécial du Ministre de la Défense pendant quatre ans. Il a également été secrétaire des Affaires législatives pour le groupe parlementaire du parti du centre. Lors de la conférence, le Secrétaire d'État Partanen représentera la ministre Annika Saaikko, responsable pour le gouvernement de la politique d'égalité entre les femmes et les hommes. Le gouvernement a lancé en 2017 un nouveau prix semestriel de l'égalité entre les femmes et les hommes (<http://genderequalityprize.fi/>) afin de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde. M. Partanen a un diplôme de master en droit de l'université de Laponie. Il préside actuellement plusieurs commissions qui soutiennent le travail du Gouvernement finlandais, par exemple, le groupe exécutif chargé de simplifier la législation et la commission chargée de promouvoir la coopération économique entre les gouvernements de la Russie et de la Finlande. M. Partanen est également membre du conseil de deux clubs sportifs et aime beaucoup le football.



Nada Zrinušić est ministre adjointe au ministère de la Démographie, de la Famille, de la Jeunesse et de la Politique sociale du Gouvernement croate depuis avril 2017. Auparavant, elle a travaillé pendant plus de 15 ans au ministère croate des Finances, où elle a exercé différentes fonctions dans la Division du Fonds national. Au cours de sa carrière, elle a acquis une vaste expérience en établissant le dispositif de gestion et de contrôle pour la mise en œuvre des programmes d'aide de préadhésion de l'UE, ainsi qu'un dispositif analogue pour la mise en œuvre de fonds européens et de fonds d'investissement. Sur la base de cette expérience, elle a coécrit deux ouvrages consacrés à la gestion et à la mise en œuvre de projets de l'UE. En tant que ministre adjointe, Mme Zrinušić assure la coordination et le suivi de la mise en œuvre des programmes opérationnels financés par le FSE et le FEDER dans le domaine de l'inclusion sociale ; plus largement, elle s'occupe de la coordination des questions européennes et internationales.



Iosifina Antoniou, membre de la Commission pour l'égalité de genre au titre de Chypre, est née à Larnaca, à Chypre. Elle a obtenu son diplôme de fin d'études du secondaire au lycée de Larnaca et étudié le droit à l'université capodistrienne d'Athènes. Elle a été directrice générale de J.A. Frangiorgio Ltd. Elle a également présidé l'organisation féminine du Parti du Rassemblement démocratique (DISY) dont elle était membre du bureau exécutif. Elle a été membre du Conseil central de l'Union européenne féminine (EUW), et vice-présidente de l'Association des femmes européennes (EWA). Elle a participé à plusieurs conférences européennes et mondiales sur l'égalité des femmes et des hommes. Elle a représenté Chypre en qualité de membre de la National Machinery for Women's Rights lors de la 49e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies sur BEIJING +10 à New York. Elle a été conseillère municipale de Larnaca, présidente d'associations de parents et membre de plusieurs associations et organismes sociaux. Le 12 mars 2014, le Président de la République l'a nommée membre de la Commission pour l'égalité de genre, puis reconduite à cette fonction pour la période 2018-2023. En avril 2014, elle a été nommée présidente du National Machinery for Women's Rights et de son Comité national par décision ministérielle.

Pour un monde 50-50 en 2030 : réalité ou utopie



Les responsabilités de **Marja Ruotanen**, Directrice de la Dignité humaine, de l'Égalité et des Valeurs du sport au sein de la Direction générale de la démocratie, comprennent la violence à l'égard des femmes, l'égalité de genre, les droits des personnes handicapées, la traite des êtres humains, les droits des enfants, ainsi que le sport. Marja Ruotanen a rejoint le Conseil de l'Europe en 1990 et a occupé plusieurs postes, dont celui de Directrice du Cabinet du Secrétaire Général et, récemment, celui de Directrice de la Justice et de la Dignité humaine au sein de la Direction générale Droits de l'Homme et État de droit. Elle a été Secrétaire de différentes commissions de l'Assemblée parlementaire, notamment de la Commission des questions politiques, de la Commission des migrations, des réfugiés et de la population et de la Commission de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle est née à Rovaniemi, en Finlande, et a fait des études en relations internationales (sciences politiques et droit) à l'Université de McGill à Montréal (Canada).



Asger Rhyh a accédé au poste de directeur du bureau nordique de l'ONU Femmes à Copenhague le 25 mars 2013. Auparavant, il avait été haut-conseiller au bureau du directeur exécutif adjoint/adjoint au SG à l'ONU Femmes et du directeur exécutif/sous-secrétaire général aux affaires nordiques, après avoir occupé le poste de représentant du FNUAP en Papouasie-Nouvelle Guinée en 2009. Avant cela, M. Rhyh avait occupé plusieurs postes au FNUAP, dont celui de chef du bureau nordique à Copenhague et responsable de la mobilisation de ressources à New York. En 1998, avant de retourner au FNUAP, M. Rhyh s'est installé à Copenhague où il a occupé le poste de conseiller spécial pour les questions de genre à Development Associates. Il a débuté sa carrière à l'ONU en 1993 comme administrateur professionnel junior au FNUAP à New York et en Zambie, avant d'être responsable de programme à New York. M. Rhyh a obtenu un master en économie à l'université de Copenhague.



Irena Moozová est directrice de l'Égalité et de la Citoyenneté de l'Union au sein de la direction de la justice (DG JUST) à la Commission européenne. Elle est ressortissante tchèque, a rejoint la Commission en 2006 en tant que cheffe de la représentation de l'UE à Prague. Entre mai 2010 et avril 2017, elle a dirigé l'Unité de soutien aux représentations de la Commission à la Direction générale de la communication (DG COMM). De 1991 à 2006, elle a occupé divers postes de management au ministère des Affaires étrangères de la République fédérative tchèque et slovaque/République tchèque, et notamment directrice de l'administration interne (1993-1995), directrice adjointe du département des droits de l'homme et coordinatrice d'équipe lors du sommet de l'OTAN (2002). Elle a aussi occupé les fonctions d'ambassadrice adjointe de la République tchèque à Madrid, d'ambassadrice adjointe de la République tchèque auprès de l'OSCE à Vienne (2000-2004) de représentante permanente de la République tchèque auprès de l'UNESCO à Paris (2004-2006). Mme Moozová a obtenu une licence en droit à la faculté de droit de l'université Charles de Prague et un diplôme de troisième cycle à l'académie diplomatique de Madrid. Elle est mariée et elle a deux filles.



Actuellement directrice pour l'égalité des genres à l'UNESCO, **Saniye Gülser Corat** a joué un rôle précurseur en plaçant l'égalité des genres au cœur des priorités mondiales de l'UNESCO en 2007. Elle est cadre supérieur dans le développement international avec plus de 25 ans d'expérience sur le terrain dans plus de 30 pays situés en Asie-Pacifique, en Afrique du Nord et subsaharienne, en Amérique centrale et du Sud, en Europe, et en Amérique du Nord. Elle est titulaire de diplômes postuniversitaires de la Harvard Kennedy School et de la Harvard Business School; et de diplômes universitaires du Collège d'Europe de Bruges, en Belgique, et de la Norman Paterson School of International Affairs et du département des sciences politiques de l'université Carleton d'Ottawa (Canada).



Tanya Primiani a rejoint le groupe de la Banque mondiale en 2008 et commencé à travailler avec l'équipe *Women, Business and the Law* en tant que responsable senior des politiques d'investissement en 2017. Auparavant, elle avait assuré la coordination d'autres projets d'indicateurs, dont le projet RISE sur les indicateurs de régulation pour une énergie durable (Regulatory Indicators for Sustainable Energy), axé sur l'accès à l'énergie, l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, et le projet d'investissement transfrontalier (Investing Across Borders), consacré à la réglementation des investissements étrangers directs.

Avant de rejoindre le groupe de la Banque mondiale, elle a travaillé pour l'ONU en Italie, chez Siemens Management Consulting à New York et au Center for Strategic and International Studies (CSIS) à Washington DC. Elle a obtenu une licence de droit à l'université de Montréal et une maîtrise en relations internationales et économie internationale à la School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins (SAIS). Elle parle italien, français et espagnol.



Edith Schratzberger-Vecsei MAG.PHIL. DR.MED. est née le 12 août 1968 en Haute-Autriche. Après avoir fait des études de médecine à Innsbruck (Autriche), elle a commencé sa formation postuniversitaire dans les hôpitaux de Salzburg (Autriche), de Thiruvananthapuram (Inde) et d'Hallein (Autriche), puis suivi une formation spécialisée pour devenir psychothérapeute. Entre 1997 et 2004, elle a étudié la philosophie à Salzburg et à Vienne. Elle est médecin généraliste et psychothérapeute à Vienne où elle enseigne à l'université de médecine depuis 10 ans. Depuis 2006, elle est présidente de l'Association autrichienne des femmes

médecins et s'est jointe au Lobby européen des femmes en 2010, en tant que déléguée suppléante pour l'Association internationale des femmes médecins. Depuis 2012, elle fait partie du conseil exécutif du Lobby européen des femmes; entre 2014 et 2016, elle en a été vice-présidente, jusqu'à devenir sa présidente en 2016. Edith est mariée et a trois enfants, Benjamin, 25 ans, Paul, 20 ans et Flora, 16 ans.

Les femmes dans la prise de décision : plafond de verre et plancher collant



Modératrice : Renee Laiviera est actuellement membre et directrice exécutive par intérim de la Commission nationale pour la promotion de l'égalité (NCPE). Elle a occupé plusieurs postes de responsabilité au sein du service public maltais depuis 1998, année où elle a été nommée directrice (droits des femmes). Elle a également exercé des fonctions diverses dans plusieurs commissions et comités gouvernementaux. Depuis de nombreuses années, elle joue un rôle actif dans des organisations non gouvernementales (ONG) et jusqu'en mai 2013, elle était membre exécutif du Lobby européen des femmes et présidente de

la Confédération maltaise des organisations de femmes. En mars 2007, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, l'ambassadrice Molly H. Bordonaro a salué son «courage exceptionnel et son rôle directeur dans la défense des droits des femmes et leur promotion», au nom de l'ambassade des États-Unis d'Amérique à Malte. Renee Laiviera a débuté sa carrière dans le domaine de l'éducation, avant de s'orienter vers la gestion, les études politiques et la lecture en vue d'obtenir un master en études maltaises avec un mémoire sur l'égalité entre les femmes et les hommes, et les droits de l'homme.



Laura Boldrini began her career in 1989 at the United Nations. She worked at the Food and Agriculture Organization (FAO), the World Food Programme (WFP) and served as spokesperson of the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR). She carried out several missions to crisis areas, including the Former Yugoslavia, Afghanistan, Pakistan, Iraq, Mozambique, Angola and Rwanda. For these activities she has received several honours and awards. In 2013 she became a Member of Parliament and was elected

President of the Chamber of Deputies on 16th March of the same year. Innovative and visionary action has been the hallmark of her term of office, with a focus on social and gender issues, inequalities and peripheries, budgetary savings and transparency, violence on the web and fight against fake news. For the first time in a Parliament she established a Committee on the Internet and digital media as well as a Committee to combat hate phenomena, named after the British MP Jo Cox, brutally murdered by a neo-Nazi pro-Brexit extremist. She has been steadfastly committed to relaunching the European project, also by promoting, in 2015, the Declaration "Greater European integration: the way forward", signed by 15 Speakers of Parliament. She has launched an awareness-raising campaign on fake news, called "BastaBufale" (Stopfakenews), which was supported by over 20,000 people. She then started a cooperative project with the Ministry of Education, University and Research to promote a national digital education campaign against fake news (#BastaBufale) in schools, involving over 4 million students. She has published several books: *Tutti indietro* (Rizzoli 2010), *Solo le montagne non si incontrano mai* (Rizzoli 2013), *Lo sguardo lontano* (Einaudi 2015) and *La comunità possibile. Una nuova rotta per il futuro dell'Europa* (Marsilio 2017). In 2017 she was awarded an honorary degree by the American University of Rome in acknowledgement of her institutional, social and civic engagement throughout her career; her tireless endeavours to uphold fundamental rights, human dignity and equal opportunities against all forms of discrimination and violence; her focus on women and their contribution to society; her political ability and honesty; her bold stance against cultural stereotypes.



Karen Ross est professeur titulaire de la chaire « genre et médias » à l'université de Newcastle, première chaire consacrée à cet enseignement au Royaume-Uni. Avant de rejoindre Newcastle en 2016, Mme Ross enseignait à l'université de Northumbria. Auparavant encore, elle avait été en poste dans les universités de Liverpool, de Coventry, du Gloucestershire et de Birmingham. En 2015, elle a été professeur associé à l'université de l'Alberta (Canada) ; elle a exercé des fonctions similaires à la Queens University de Belfast et à l'université de Stellenbosch (Afrique du Sud) et sera professeur associé à l'université Massey (Nouvelle-Zélande) en 2018. Karen Ross a récemment contribué à l'élaboration de recommandations sur la lutte contre le sexisme pour le Conseil de l'Europe (2017). Elle a aussi examiné les candidatures au label de la Charte Athena Swan pour l'Equality Challenge Unit du Gouvernement britannique (2017). Mme Ross est la chercheuse responsable d'un projet financé par l'Union européenne (2017-2019) et destiné à faire progresser l'égalité de genre dans le secteur des médias (Advance Gender Equality in Media Industries – AGEMI). En outre, elle est l'auteur ou la directrice de la publication de nombreux ouvrages consacrés aux médias et à la culture populaire, qui portent sur des sujets aussi divers que les téléspectateurs, les stéréotypes raciaux et la télévision, ou les médias et le public. Toutefois, depuis 20 ans, ses recherches portent essentiellement sur le genre et les médias, et plus précisément sur les relations tendues entre femmes politiques et journalistes. Karen Ross est membre du conseil de rédaction de plusieurs grandes revues scientifiques. Elle publie des articles sur plusieurs blogs (dont The Conversation) et intervient souvent dans les médias, notamment dans des émissions de radio (Woman's Hour et TalkRadio, par exemple) ; elle a participé tout récemment à l'émission d'actualité de la Deutsche Welle (2017). En 2014, elle a présenté des contributions orales et écrites dans le cadre de l'enquête menée par la Chambre des Lords sur les femmes et les émissions d'actualité dans les médias ; certaines de ses recommandations ont été reprises dans le rapport d'enquête qui a été publié.



Peter Munk Christiansen est professeur et chef du département des sciences politiques à l'université d'Aarhus. Il dirige également le Conseil danois pour la recherche indépendante (DFF) qui soutient la recherche ascendante dans tous les domaines scientifiques.

Stéréotypes de genre et sexisme : un frein pour les femmes et les hommes



Modérateur : Charles Ramsden est le vice-président de la Commission pour l'égalité de genre du Conseil de l'Europe. Il est responsable des relations internationales dans le service du Gouvernement britannique chargé des questions d'égalité (Government Equalities Office). Ce service, qui définit les grandes lignes de la politique relative aux femmes, à l'orientation sexuelle et à l'égalité de genre, est aussi investi d'une mission interministérielle en ce qui concerne la stratégie

pour l'égalité et la législation correspondante. Charles Ramsden participe depuis longtemps à la promotion de l'égalité et à la lutte contre la discrimination au sein du Gouvernement britannique. Il s'est occupé de la législation, des programmes de financement et de la collaboration avec les différentes parties prenantes, et a contribué à l'élaboration de la stratégie du Royaume-Uni pour l'égalité. Avant de se consacrer aux questions d'égalité, il a travaillé dans le système de justice pénale et sur la politique migratoire.



Michael Kimmel est l'un des meilleurs spécialistes au monde dans le domaine de l'homme et des masculinités. Il est professeur distingué de l'université de l'État de New York en sociologie et études de la problématique hommes – femmes à Stony Brook. Parmi ses multiples ouvrages figurent *Manhood in America*, *Angry White Men*, *The Politics of Manhood*, *The Gendered Society* et son succès commercial, *Guyland: The Perilous World Where Boys Become Men*. Grâce à des

fonds issus de la Fondation MacArthur, il a créé le Center for the Study of Men and Masculinities à Stony Brook en 2013. Infatigable défenseur de l'égalité entre les femmes et les hommes soutenue par les hommes, Kimmel a enseigné dans plus de 300 collèges, universités et lycées. Il a prononcé le discours annuel de la Journée internationale des femmes devant le Parlement européen, la Commission européenne et le Conseil de l'Europe, et collaboré avec les Ministres norvégien, danois et suédois chargés de la parité pour élaborer des programmes à l'intention des garçons et des hommes. Il communique régulièrement avec des entreprises, des ONG et des organismes du secteur public sur les questions relatives à l'égalité des femmes et des hommes. Le journal londonien *The Guardian* l'a récemment cité comme étant «le plus grand féministe masculin au monde».



Avec son projet *Mangfold*, **Cecilie Nørgaard** s'attache à intégrer dans l'éducation et la culture les aspects de la problématique hommes – femmes étayés par la recherche. L'objectif consiste à promouvoir l'égalité des sexes et la diversité, en pondérant et en combattant les causes profondes des stéréotypes sexistes, afin de bâtir une société plus durable. Il s'agit de déjouer les stéréotypes sexistes par des initiatives scientifiques et créatives novatrices. Cecilie Nørgaard est experte en matière d'innovation, de conseil, d'analyse et d'intégration des perspectives de genre en particulier dans l'éducation au Danemark, mais également dans les pays nordiques et dans toute l'Union européenne. Elle travaille dans des environnements variés et collabore avec un

large éventail d'acteurs dont de grandes organisations, des ministères et des municipalités, ainsi que des établissements d'enseignement, des écoles et des jardins d'enfants, et différentes institutions. Sa dernière initiative, «*The Prism Certificate*», est un outil stratégique axé sur la pratique visant à bâtir une société plus durable socialement. Elle met à disposition des structures préscolaires un cours en ligne sur les genres, la diversité et l'égalité vus à travers le prisme critique des normes. Le personnel apprend à promouvoir la diversité (de genre) et l'égalité (de genre), en cassant les stéréotypes associés au genre, au milieu social, à l'ethnicité, etc.



Christian Mogensen est un orateur public et chef de projet qui travaille avec des enfants, des jeunes et les professionnels qui les entourent, dans le but d'améliorer leur vie numérique. Il part du principe qu'une compréhension sociale et psychologique de l'impact que les médias sociaux ont sur nos vies pourra nous permettre de les faire travailler en notre faveur, et non l'inverse. Après avoir travaillé une décennie dans et autour des espaces sociaux uniques des générations numériques, Christian Mogensen a un œil averti sur les astuces et les tendances high-tech, et leurs effets sur l'être humain. Il a travaillé pour les Nations Unies, des universités européennes, plusieurs institutions politiques danoises, des conférences technologiques, des marathons de programmation et plus d'une centaine d'établissements scolaires.

Faire respecter les droits humains des migrant-e-s, réfugié-e-s et demandeur-ses d'asile



Avocate de formation, **Ljiljana Loncar** a une longue expérience dans les droits des femmes et des hommes et ceux des minorités, la lutte contre la discrimination et la problématique hommes – femmes. Il convient notamment de saluer son travail accompli auprès du Protecteur des citoyens de la République de Serbie et en tant qu'assistante du Commissaire à la protection de l'égalité. Elle exerce actuellement la fonction de conseillère spéciale sur l'égalité hommes – femmes auprès du Vice-Premier Ministre et présidente de l'Instance de coordination pour l'égalité hommes – femmes. Ljiljana Loncar collabore avec un large éventail d'organisations internationales sur de multiples projets relatifs à la problématique hommes - femmes, aux droits des femmes et des hommes ainsi que des minorités, à la lutte contre la discrimination et à l'inclusion sociale, comme ONU Femmes, USAID, le Conseil de l'Europe, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), etc. Les derniers travaux qu'elle a réalisés portent sur la loi sur l'égalité des sexes, les inégalités qui touchent les femmes vivant en milieu rural, l'inclusion sociale, les violences sexistes, etc. Elle a également acquis une expérience internationale en travaillant en Australie pendant presque 15 ans, notamment avec le Département australien de l'éducation, des sciences et de la formation qui gérait également les questions liées aux populations autochtones. Ljiljana Loncar vient de suivre la formation d'ONU Femmes sur la prise en compte de la problématique hommes - femmes dans le processus budgétaire, et est en voie d'achever un diplôme de master sur l'égalité des sexes. Elle maîtrise parfaitement le serbe et l'anglais.



Sodfa Daaji est une féministe panafricaine. Elle a commencé à militer à l'âge de 16 ans et, lors de la révolution en Tunisie, elle a largement porté le message de la liberté d'expression et de religion. Elle est devenue la porte-parole internationale des femmes et la représentante, sur différentes plateformes, des femmes nord-africaines qui vivent en Occident.



Heidi Hautala, qui a été ministre de la Coopération pour le développement dans le Gouvernement finlandais, est vice-présidente du Parlement européen. Actuellement, elle y est aussi membre de la commission du développement et de la commission du commerce international. Depuis le début de sa carrière, elle défend les droits de l'homme et plaide pour la transparence et pour la responsabilité des entreprises. Elle a créé récemment un groupe de travail multipartite sur la conduite responsable des entreprises au Parlement européen. De 2009 à 2011, Mme Hautala a présidé la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen. Elle a également œuvré dans de nombreuses organisations d'aide au développement. Ainsi, en 2009, elle a présidé DEMO, une organisation réunissant des partis politiques finlandais désireux de soutenir la démocratie multipartite dans les démocraties nouvelles ou en développement. De 2002 à 2007, elle a été à la tête de KEPA, une fédération d'ONG finlandaises spécialisées dans la coopération pour le développement. Elle participe depuis longtemps aux activités d'organisations encourageant la

démocratie directe, telles que « Initiative and Referendum Europe ». En outre, Mme Hautala est membre de la délégation à l'Assemblée parlementaire Euronest et membre suppléant de la commission des budgets et de la commission des affaires juridiques. Elle a aussi coprésidé l'Assemblée parlementaire Euronest. Son mandat actuel au Parlement européen n'est pas le premier : elle a déjà été députée européenne de 1995 à 2003 et de 2009 à 2011. Par ailleurs, elle a siégé au Parlement finlandais et a été la candidate du parti écologiste finlandais aux élections présidentielles de 2000 et de 2006.



Défenseure des droits de l'homme et de l'égalité des sexes, **Salome Mbugua** est la fondatrice et présidente d'AkiDwA, le réseau des femmes migrantes en Irlande. Elle est chef de mission pour Wezesha, organisme en faveur du développement mené par la diaspora africaine. Salome Mbugua a participé à l'élaboration de plusieurs politiques et stratégies avec divers départements et services gouvernementaux irlandais chargés de l'intégration des migrants, notamment le Département de la justice et de l'égalité, le service chargé d'élaborer une politique de lutte contre le harcèlement sexuel et les violences sexistes dont sont victimes les femmes demandeuses d'asile, le Département des affaires étrangères sur le Plan d'action national pour la mise en œuvre de la Résolution 1325(2000) du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité, et l'Autorité des services de santé sur la stratégie interculturelle de la santé. Salome Mbugua a participé à plusieurs commissions consultatives, groupes d'experts et conseils à l'échelle européenne et en Irlande. Elle préside le Réseau européen des femmes migrantes et fait partie du conseil du Lobby européen des femmes. Récemment nommée membre de la Commission irlandaise des droits de l'homme et de l'égalité, elle était auparavant membre du conseil de l'Autorité chargée de l'égalité (conseil national irlandais) et vice-présidente du Conseil national des femmes en Irlande. Elle est titulaire d'un diplôme de master sur l'égalité du collège universitaire de Dublin et entame actuellement un doctorat de recherche sur l'intégration des femmes dans la consolidation de la paix au Trinity College de Dublin.



Nathalie Schlenzka est directrice adjointe de la division de recherche de l'Agence fédérale de lutte contre la discrimination (FADA), où elle travaille depuis 2011. Elle est spécialisée dans les questions de genre, la discrimination croisée et les données sur l'égalité. Elle est également modératrice adjointe pour le groupe de travail sur le genre du Réseau européen des organismes d'égalité (EQUINET). Auparavant, elle a travaillé plus de dix ans en qualité de chercheuse au Centre européen des migrations, dans lequel elle s'est spécialisée dans les groupes vulnérables tels que les femmes réfugiées et les mineurs non accompagnés, et la migration par mariage. Nathalie Schlenzka est titulaire d'un diplôme de master en sciences politiques de l'université libre de Berlin.

Solution pour l'avenir



Modératrice : Eva Fehringer est directrice adjointe du Service du droit international et communautaire du travail, de l'égalité et de la lutte contre les discriminations au ministère fédéral autrichien du Travail, des Affaires sociales et de la Protection des consommateurs. Elle est présidente de la commission de l'égalité de genre du Conseil de l'Europe et compte plus de vingt ans d'expérience dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes. Mme Fehringer, titulaire d'un doctorat en droit, possède une grande expérience des problématiques du droit du travail et des droits humains, de l'élaboration de politiques et des négociations au sein de l'UE, du Conseil de l'Europe, de l'OIT, des Nations Unies et de l'OCDE. Elle est également membre du Forum européen des pensions, du groupe à haut niveau de l'UE sur la responsabilité sociale et présidente du groupe de travail sur la lutte contre la traite des êtres humains aux fins d'exploitation de leur travail.



Romain Sabathier : Très tôt engagé dans la vie citoyenne, Romain Sabathier exerce d'abord des responsabilités associatives, syndicales, et politiques. A l'issue de ses études en France et en Norvège, il est titulaire d'un double master en sciences politiques et en études de genre. De 2009 à 2013 il collabore avec la députée Danielle Bousquet à l'Assemblée nationale française, en particulier sur les questions d'égalité femmes-hommes et d'égalité territoriale. Romain Sabathier fut Secrétaire général du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE), depuis sa création par décret en 2013 jusqu'à décembre 2016. Cette institution nationale consultative indépendante a quatre missions principales: assurer la concertation, évaluer les politiques publiques, proposer des recommandations, informer par la diffusion d'expertise et l'animation du débat public. De 2013 à 2015, suite à 9 saisines ministérielles et de nombreuses auto-saisines, le HCE a rendu public 7 rapports et 10 avis. En 2017, Romain Sabathier a co-fondé INTERSECTIONS : bureau d'études, conseil, formation pour penser et pratiquer l'égalité femmes-hommes. Il travaille actuellement comme consultant et formateur pour des organisations publiques au niveau local en France, et au niveau national en Amérique latine dans le cadre d'EUROSociAL (un programme européen visant le renforcement de la coopération entre l'Amérique latine et l'UE en matière de cohésion sociale, dont les politiques d'égalité de genre). Il vit entre la France et New-York.



Les responsabilités de **Marja Ruotanen**, Directrice de la Dignité humaine, de l'Égalité et des Valeurs du sport au sein de la Direction générale de la démocratie, comprennent la violence à l'égard des femmes, l'égalité de genre, les droits des personnes handicapées, la traite des êtres humains, les droits des enfants, ainsi que le sport. Marja Ruotanen a rejoint le Conseil de l'Europe en 1990 et a occupé plusieurs postes, dont celui de Directrice du Cabinet du Secrétaire Général et, récemment, celui de Directrice de la Justice et de la Dignité humaine au sein de la Direction générale Droits de l'Homme et État de droit. Elle a été Secrétaire de différentes commissions de l'Assemblée parlementaire, notamment de la Commission des questions politiques, de la Commission des migrations, des réfugiés et de la population et de la Commission de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle est née à Rovaniemi, en Finlande, et a fait des études en relations internationales (sciences politiques et droit) à l'Université de McGill à Montréal (Canada).



Kira Appel est directrice adjointe au Département de l'égalité de genre et conseillère principale au ministre de l'Égalité des chances à Danemark, et elle a travaillé sur les questions d'égalité de genre dans dix ministères différents au cours des vingt dernières années. Ses domaines de compétence sont l'élaboration des politiques gouvernementales en matière d'égalité de genre, dont la lutte contre la violence exercée par des proches, la traite des êtres humains, les rôles sexospécifiques et l'élimination des stéréotypes de genre, la ségrégation entre hommes et femmes dans le système éducatif et sur le marché du travail, l'intégration de la perspective de genre, les hommes et l'égalité de genre et les négociations internationales sur l'égalité de genre. Kira est membre du conseil d'administration de la commission permanente de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes,

membre du bureau du comité exécutif du Conseil nordique des ministres sur l'égalité entre les femmes et les hommes, elle est aussi représentante du Danemark auprès du Groupe de haut niveau de l'UE et de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, et la représentante du Danemark sur la Commission du Conseil de l'Europe pour l'égalité de genre.